

Délibération n° 2021-07-01/21

Objet : Compte Personnel de Formation (CPF)

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE DU JEUDI 01 JUILLET 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un, le jeudi premier juillet, le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le vendredi vingt-cinq juin 2021, s'est réuni à 09h00, à titre exceptionnel et après information au Préfet salle Yves Abric, place Fanfonne Guillerme, dans le respect des règles de sécurité sanitaire et de distanciation sociale nécessaires à la lutte contre la propagation de l'épidémie de Covid-19, sous la présidence du Maire, Monsieur Jean-Pierre RICO.

La séance s'est déroulée sans public et a été retransmise en direct par voie électronique, conformément à la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée.

**Nombre de membres en exercice : 29**

**Nombre de membres présents : 17**

**Secrétaire de séance : Christiane PISTRE**

**Présents : Jean-Pierre RICO**

Mario MARCOU - Jocelyne TAVERNE - Xavier MIRAULT - Christiane PISTRE - Françoise BERTOUY - Colette MORETEAU - Jean-Marc MALEK - Maryline BENEDETTI - Jean-Marc LEÏENDECKERS - Fabrice IRANZO - Philippe CATTIN-VIDAL - Véronique CHIREUX - Laurent CHAMARD-BOIS - Caroline SAROCHAR - Cathy PROST - Bernadette CONTE-ARRANZ.

**Absents représentés :** Marc PELLET *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Olivier BOUDET *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Patricia NIVASSE *pouvoir à* Jean-Pierre RICO, Brigitte RODRIGUEZ *pouvoir à* Christiane PISTRE, Michel LITTON *pouvoir à* Mario MARCOU, Francine BOYER *pouvoir à* Christiane PISTRE, Pascale MARCHAL *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Benoît DELTOUR *pouvoir à* Mario MARCOU, Romain CASAS-MATEU *pouvoir à* Fabrice IRANZO, Laurie BELTRA *pouvoir à* Jocelyne TAVERNE, Isabelle GIANIEL *pouvoir à* Philippe CATTIN-VIDAL, Laurent TATON *pouvoir à* Cathy PROST.

Le quorum étant atteint, conformément à l'article 6 - IV de la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 modifiée autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire, l'assemblée peut délibérer.

---

**Madame Françoise Bertouy, adjointe déléguée aux ressources humaines, à l'entreprise, à l'emploi et à la formation professionnelle, rapporte :**

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 modifiée relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 85-552 du 22 mai 1985 modifié relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 modifié relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-512 du 29 mai 2008 modifié relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux,

Vu le décret n° 2008-513 du 29 mai 2008 modifiant les statuts particuliers de certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2008-830 du 22 août 2008 relatif au livret individuel de formation,

Vu le décret n° 2015-1385 du 29 octobre 2015 relatif à la durée de la formation d'intégration dans certains cadres d'emplois de la fonction publique territoriale,

Vu l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,

Vu le décret n° 2019-172 du 5 mars 2019 permettant l'application du dispositif de préparation au reclassement,

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2019-12-05/23 du 5 décembre 2019 relative à :

- la mise en œuvre du règlement de formation ;
- le compte personnel de formation avec une enveloppe budgétaire annuelle de 10 000,00 €.

Vu l'approbation à l'unanimité des représentants de la collectivité et du personnel au comité technique et CHSCT du 28 avril 2021 pour la réduction de l'enveloppe attribuée aux formations dans le cadre du compte personnel de formation (CPF) ;

La réglementation associée à la formation professionnelle dans la fonction publique impose que soient prioritaires :

- la formation initiale d'adaptation et la formation continue du personnel de police municipale ;
- Les formations et recyclages des habilitations professionnelles : habilitation électrique, conduite d'engins en sécurité, prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1), Sauveteur Secouriste du Travail (SST) ;

Le budget annuel global dédié à la formation professionnelle et au CPF, hors cotisation au Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), est conséquent afin d'assurer les formations prioritaires relatives au mieux travailler ensemble (transversalité), au management et notamment au management agile et le mieux être au travail (par une meilleure gestion des conflits et des émotions, l'analyse transactionnelle...).

Il convient de réduire l'enveloppe annuelle accordée au CPF.

La nouvelle enveloppe du CPF est proposée à hauteur de 2 500,00 € avec une priorité donnée aux formations d'intérêt communal.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- Approuver la nouvelle enveloppe attribuée aux formations dans le cadre du CPF ;
- Inclure ce montant au budget prévisionnel annuel de la formation professionnelle.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 0

Ne prend pas part au vote : 0

Fait à Pérols,

pour extrait conforme le 1<sup>er</sup> juillet 2021

Le Maire

Jean-Pierre RICO



*Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication, affichage ou notification.*